

Intelligence collective

par Sylvain Bourmeau, Jean-Max Colard et Jade Lindgaard

Article paru dans *Le Monde* du 19 mars 2004

DEPUIS un mois, 80 000 enseignants, chercheurs, médecins, juristes, artistes, psys, architectes, travailleurs sociaux... ont signé l'Appel contre la guerre à l'intelligence lancé par Les Inrockuptibles. Un ensemble de citoyens aux situations variées, hommes et femmes de tous âges, « installés » ou précaires, mais tous préoccupés par l'attitude du gouvernement à l'égard du savoir, de la culture, et plus généralement du lien social. Cette diversité apporte un démenti cinglant à l'image construite de toutes pièces par Jean-Pierre Raffarin et ses porte-parole : celle d'une élite intellectuelle déniait toute intelligence à une supposée « France d'en bas ». Là encore, la stratégie de communication a remplacé le débat de fond.

Face à une telle mauvaise foi, faut-il rappeler qu'étymologiquement, l'intelligence renvoie au fait de rassembler, de (se) comprendre, de mettre en relation les individus et les phénomènes, d'agencer des pans de réalité, de tisser du lien social ? A quoi s'adresse un professeur lorsqu'il enseigne sinon à l'intelligence de ses élèves ? L'intelligence n'est pas un luxe qui s'achète mais une matière qui se travaille, se cultive - la matière dont sont faites les sociétés.

Les mobilisations des chercheurs n'auraient rien à voir, entend-on, avec les revendications des intermittents ? Les inquiétudes des enseignants, des magistrats ou des avocats seraient sans rapport avec les craintes des psys ou des architectes ? Faire le lien entre ces mouvements de protestation dérange précisément par la communauté que cela dessine, par la mise en évidence de l'anti-intellectualisme d'Etat que cela révèle : c'est faire acte de politique. En proposant à ces univers professionnels de dépasser leurs particularismes, en cherchant ainsi à sortir de la logique purement gestionnaire qu'imposerait la « gouvernance », l'Appel contre la guerre à l'intelligence entend réaffirmer le caractère central de la culture, du savoir et du lien social - des valeurs qui diffèrent assez radicalement de celles récemment mises en avant par Jean-Pierre Raffarin à Madrid : « esprit d'entreprise », « famille », « patriotisme »...

C'est qu'ici il faut savoir tendre l'oreille : à la différence de l'Angleterre de Thatcher et Major, de l'Amérique de Reagan et des Bush, de l'Italie berlusconienne ou de l'Espagne d'Aznar, la droite française avance toujours à mots feutrés. Le « bon sens » commande et enrobe de ses rondeurs patelines une politique néoconservatrice qui ne dit jamais son nom. D'où la nécessité d'opérer un travail politique, de rendre lisible l'action gouvernementale : ces batailles contre les secteurs de la recherche, de la culture, de l'éducation, des libertés publiques témoignent bien d'une « guerre à l'intelligence ». Pour rendre totalement justice à la cohérence politique du gouvernement, il faudrait d'ailleurs montrer comment cette « guerre », qui vise à affaiblir les professions qui ont en charge la protection sociale au sens large, c'est-à-dire celle des plus démunis, apparaît comme l'autre face de la « guerre aux pauvres » dénoncée l'an passé par l'abbé Pierre à propos de la loi sur la sécurité intérieure. Il faudrait s'interroger aussi sur la manière dont elle s'inscrit plus largement dans la politique d'un gouvernement qui entend ancrer son action « sur les conséquences du 21 avril » ainsi que l'avouait cyniquement Jean-Pierre Raffarin à Libération le 9 mars, plutôt que de s'attaquer aux causes de ce sinistre scrutin. C'est bien connu : on craint ce que l'on ne connaît pas. En s'attaquant de front aux modes de connaissance et d'inter-connaissance, le gouvernement chercherait-il à profiter des peurs qui traversent notre société ?

Cette politique de l'ignorance a un autre effet : elle rend littéralement invisibles des groupes sociaux composés de millions de personnes - les ouvriers, par exemple, dont on s'est récemment rendu compte qu'ils existaient encore. Elle permet de tirer un trait sur les inégalités - plus fortes que jamais - qui traversent la société au point de la déchirer. Des inégalités qui s'intensifient aujourd'hui, quand elles s'étaient déjà considérablement accrues sous la gauche, sans que celle-ci s'en inquiète. Car les partis de gauche ont leur part de responsabilité dans cette politique de l'ignorance : depuis vingt ans, ils ont préféré écouter les intellectuels médiatiques qui se sont employés à gommer le clivage droite-gauche, plutôt que de prendre le temps de travailler de concert avec les sociologues, anthropologues, économistes ou politistes qui arpentent et questionnent le terrain d'une société française en pleine transformation. La gauche a succombé au grand récit mythique qui tient en une équation pathétique : fin des idéologies = fin des théories = fin des concepts = fin des idées.

C'est bien aussi ce naufrage intellectuel qui permet aujourd'hui à Jean-Pierre Raffarin de passer de la pensée unique au « bon sens » inique, de prétendre prendre le pouls de la société en se contentant de serrer des mains sur les marchés et en s'évitant un détour par la lecture des travaux de chercheurs qui mettent en oeuvre des procédures autrement plus complexes pour appréhender le réel.

Pourtant, depuis le début des années 1990, et même si les partis de gauche s'en sont assez peu rendu compte, il y a de la théorie, des concepts, des idées, bref du savoir à l'oeuvre dans le mouvement social. Le ministre de la culture vient d'ailleurs de l'apprendre à ses dépens. Que des comédiens, régisseurs, instrumentistes, danseurs mettent à profit leur formation d'ingénieur, mathématicien, statisticien pour contester un mode de calcul aussi technique et élaborer un contre-projet pour le régime de l'intermittence, personne ne s'y attendait au sein d'un gouvernement plutôt enclin à l'infantilisation de ses concitoyens.

A ce titre, les chercheurs démissionnaires, les étudiants dénonçant les effets inégalitaires de la réforme LMD, mais aussi les « recalculés » de l'Unedic critiquant les coûts humains et sociaux de la radiation de 265 000 chômeurs ne forment pas un front du refus soudé par l'immobilisme et le corporatisme mais, au contraire, un peuple dissonant de travailleurs intellectuels opposant leur contre-expertise, leurs savoirs pratiques au « bon sens » libéral du gouvernement. De fait, c'est pour la recherche publique, et non pour des remises de TVA que se battent les chercheurs ; c'est pour la qualité de l'enseignement que les profs ont fait grève, non pour des augmentations de salaires ; c'est pour l'accès de tous aux soins que se mobilisent les personnels hospitaliers, non pour diminuer leur charge de travail. Ces débats, parfois accompagnés de démonstration de force (occupation de salles de spectacle, démission en masse des directions de laboratoires...) engendrent des tensions aux conséquences peut-être inquiétantes (quel avenir pour un festival qui annule ses spectacles ? quel temps perdu pour un laboratoire se privant de ses moyens de travail ?) mais aussi productives. En établissant un rapport de forces jamais irrémédiable et en imaginant, à partir de leurs situations particulières, des règles communes pour un projet collectif soucieux de démocratie, ces mobilisations font surtout oeuvre de politique et d'intelligence collective. D'où l'importance de l'autonomie de ces mouvements - qu'un fantasme un rien paranoïaque aimerait réduire à des objets de manipulation politicienne. Elle dessine aussi une forte exigence démocratique : aux dirigeants au pouvoir, ou dans l'opposition, d'être à la hauteur de cette volonté de responsabilisation du corps social.

Comment encourager la démocratie participative ? Réconcilier l'administration avec ses usagers les plus fragiles ? Renforcer le Parlement et y inscrire la présence d'hommes et de femmes d'origine sociale modeste ou issus de l'immigration ? Renouveler le personnel politique ? Créer un véritable espace public européen ?... Multiples sont les horizons pratiques à imaginer, débattre, expérimenter, afin d'adapter les institutions aux nouvelles exigences démocratiques, aux nouveaux désirs de politique.

Si la démocratie se résume aux élections, elle ne parviendra qu'à fabriquer de nouveaux abstentionnistes.